



COP21

LA SOCIÉTÉ CIVILE AFRICAINE SE MOBILISE



D'ici quelques jours s'ouvrira la COP21, qui se tiendra du 30 novembre au 11 décembre prochain à Paris. Cette conférence sera déterminante car elle doit aboutir à un accord international juridiquement contraignant sur le climat, applicable à tous les pays à partir de 2020, qui préservera des chances de contenir le réchauffement global bien en deçà de 2°C – voire 1,5°C. L'accord de Paris ne sera certainement pas un accord idéal, mais il doit poser les bases pour permettre de lutter contre les changements climatiques tout en répondant aux besoins de développement et de justice sociale des populations les plus démunies et les plus exposées aux impacts de ce phénomène.

L'Afrique est le continent qui a le moins contribué aux changements climatiques. C'est pourtant le plus touché par ses conséquences dévastatrices. Les impacts d'ores et déjà observés sur la production agricole et l'élevage, sur la stabilité des écosystèmes dont vivent de nombreuses communautés, sur la disponibilité en eau et in fine, sur la sécurité alimentaire, la santé humaine, les modes de vie et les cultures n'iront qu'en s'aggravant. Certaines populations ou pays subiront des dommages irréversibles, y compris en termes de vies humaines, acculant les populations à la migration. Pire, certaines solutions mises en avant sont parfois aussi sources d'injustice : déplacements de population, insécurité alimentaire, violation de droits humains, vulnérabilité accrue des femmes. Sans actions immédiates et soutenues à plus long terme pour réduire les impacts du changement climatique, les efforts en matière de lutte contre la pauvreté, de promotion des droits humains, d'accès à la santé et à la dignité seront annihilés et la capacité même de développement du continent africain sera menacée.

Pour porter haut et fort la voix et les préoccupations des communautés les plus affectées, la société civile africaine francophone rassemblée au sein du Réseau Climat & Développement sera présente en force à la COP21 et dans les espaces de la société civile.

Le Réseau Climat & Développement rassemble près de 80 associations francophones, principalement africaines, qui travaillent à l'articulation entre changement climatique et développement. Il se mobilise à niveau local, national et international pour rappeler que justice sociale, lutte contre la pauvreté et lutte contre les changements climatiques ne font qu'un. Retrouvez-nous ici :

www.climatdeveloppement.org



Hindou Oumarou Ibrahim, AFPAT Tchad

« Les changements climatiques ne sont pas qu'une question de CO₂. C'est avant, avant tout, une question de droits humains. »

Les changements climatiques sont l'une des principales menaces pour les droits humains. Hindou Oumarou Ibrahim est la coordinatrice de l'Association des femmes peules autochtones du Tchad (AFPAT), une organisation à base communautaire. Elle appartient au peuple Peul Mbororo du Tchad, communauté d'éleveurs encore nomades et semi-nomades dans certaines zones. Pour les Peuls, les changements climatiques sont une réalité quotidienne : la chaleur de plus en plus forte ; les inondations et les sécheresses imprévisibles qui inondent ou dessèchent les pâturages et affament le bétail et la communauté ; la disparition de certaines espèces de plantes médicinales ancestrales et d'animaux essentiels à l'équilibre des écosystèmes autour du Lac Tchad et partout au Tchad. Face à la raréfaction des pâturages et des ressources en eau, ils doivent modifier leurs trajectoires de transhumance pour assurer la survie de leurs troupeaux – et la leur. Pour la communauté de Hindou, ces bouleversements sont sources de conflits avec d'autres populations autour de l'accès aux ressources naturelles, mais également d'épidémies et de pénibilité croissante pour les femmes chargées de trouver l'eau et de nourrir leurs familles.

Ce sont leurs droits humains – à l'alimentation, à la santé, à l'eau, à la terre, etc. – qui sont directement affectés. La communauté de Hindou n'est pas la seule dans ce cas ; elles sont de plus en plus nombreuses à subir les impacts de ces changements, sans appui de la communauté internationale. Et, parfois, ce sont des projets menés au nom du climat – développement des agro-carburants ou autres monocultures industrielles, grands barrages, etc. – qui entraînent la violation des droits des populations.

C'est pour cela que l'accord de Paris doit impérativement renforcer la protection et la réalisation des droits humains. Il ne s'agit pas d'un détail qui pourrait être laissé de côté sous prétexte que l'accord de Paris devrait traiter avant tout du climat : il ne sera ni juste ni possible de relever le défi climatique sans relever celui des droits humains. Cela suppose d'inscrire ces droits dans l'accord de Paris et de s'assurer que les décisions prises et actions de lutte contre les changements climatiques ne viennent pas les mettre en danger.

CONTACT : +235 66 29 25 19 / + 33 (0)6 69 90 01 69 / HINDOUOUMAR@GMAIL.COM



Zenabou Segda, WEP Burkina

« Les femmes sont plus vulnérables face aux changements climatiques, mais elles sont aussi au cœur de la solution. »

Les inégalités représentent un facteur supplémentaire de vulnérabilité face aux changements climatiques. C'est notamment le cas des inégalités hommes – femmes : ainsi, 70% des personnes les plus pauvres, et donc les plus touchées par ce phénomène, sont des femmes. Zenabou Segda travaille pour Women Environmental Programme au Burkina Faso. Elle milite pour la prise en compte de l'égalité hommes-femmes dans les politiques climat depuis qu'elle a pris conscience de l'impact direct des changements climatiques sur les femmes dans son pays. Ce sont elles qui s'occupent de labourer les champs, aller chercher l'eau et le bois, et s'occuper de leurs familles. Lorsque l'eau et le bois se raréfient, ce sont elles qui marchent des kilomètres pour en trouver. Les femmes contribuent aussi beaucoup aux actions communautaires d'adaptation aux changements climatiques, par exemple en portant de lourdes pierres pour la construction de petites digues. Zenabou a pris conscience que les femmes sont les plus vulnérables mais que ce sont aussi elles qui jouent un rôle essentiel dans la lutte contre les changements climatiques en apportant des solutions concrètes, surtout à l'échelle communautaire grâce à leurs connaissances, expériences, et leur rôle productif dans la vie de la communauté. Pour lutter efficacement contre les changements climatiques, il est impératif à la fois de tenir compte des vulnérabilités spécifiques des femmes mais également d'en faire des vectrices du changement et de les inclure dans les processus de décision. Comme l'a appelé de ses vœux la Secrétaire d'Etat française chargée des Droits des Femmes Pascale Boistard lors de la Commission des Nations Unies sur la condition de la femme, l'accord de Paris doit faire des femmes le cœur de la solution et de l'action, tout en protégeant leurs droits. Il est donc essentiel que l'égalité des genres soit inscrite dans l'accord, et réellement mise en œuvre sur le terrain.

CONTACT : + 226 70 23 49 30/ SEGDAORAMA@GMAIL.COM



Ali Bongué, EDER Niger

« La sécurité alimentaire est gravement menacée par les changements climatiques. L'accord de Paris doit la renforcer, pas la mettre en danger. »

Les changements climatiques ont déjà et auront des impacts particulièrement néfastes sur l'agriculture et la sécurité alimentaire. En 2080, 600 millions de personnes supplémentaires souffriront de sous-alimentation à cause des changements climatiques si les émissions de gaz à effet de serre restent au niveau actuel. L'adaptation du secteur agricole est, dès lors, un enjeu clé pour assurer la sécurité alimentaire des populations et notamment des petits producteurs, en particulier en Afrique subsaharienne. Ali Bongué, de l'organisation EDER, vient du Niger, l'un des pays les plus concernés par les impacts des changements climatiques sur la sécurité alimentaire. C'est pour cela qu'il s'est emparé des questions agricoles dans les négociations climat.

Malgré les appels répétés d'Ali et de la société civile mobilisée sur ces sujets, la sécurité alimentaire peine à être prise en compte au sein des négociations climat. Pire, les « fausses solutions » de l'agriculture industrielle intensive comme les OGM, les agrocarburants ou la « climate smart agriculture », qui mettent en péril les agricultures paysannes, l'environnement et la souveraineté alimentaire des populations vulnérables, risquent d'être promues dans l'Agenda de l'action Lima – (LPAA), l'un des piliers de la COP21.

Pour Ali Bongué, l'accord de Paris doit permettre de promouvoir et de soutenir financièrement les agricultures familiales et l'agro-écologie paysanne et assurer la sécurité alimentaire des populations les plus vulnérables.

CONTACT : +227 91 41 99 45 / +33 (0)6 05 87 37 29 / BONGUERE@YAHOO.FR



Moutari Abdoul Madjid, DEMI-E, Niger

« Malgré les nombreuses catastrophes climatiques, l'adaptation est systématiquement le parent pauvre des politiques climat. Il faut en faire une priorité de l'accord et des financements climat. »

Les ressources en eau de l'Afrique seront les premières touchées par les changements climatiques. Moutari Abdoul Madjid travaille pour l'Association DEMI-E au Niger pour améliorer l'accès à l'eau et l'assainissement et sécuriser les ressources en eau dans les régions de Zinder et de Tillabéry, deux régions très pauvres du Niger. Il a constaté la diminution des ressources en eau de la région et ne se bat plus seulement pour l'accès à l'eau mais aussi pour sa disponibilité. Il a également constaté que les changements climatiques sont multiformes : aux sécheresses succèdent des inondations qui emportent tout - les récoltes, le bétail, les maisons - et déplacent les populations. L'année dernière, près de 51 000 personnes ont été déplacées à Niamey à cause des inondations, 4 500 maisons détruites et plus de 250 hectares de champs et de jardins dévastés. Moutari est révolté de voir que l'adaptation à ces aléas climatiques reste le parent pauvre de toutes les politiques. Lorsqu'elles existent, ce sont les moyens financiers qui ne suivent pas. Il sait que toutes les régions frappées par les catastrophes climatiques vont payer le prix fort s'il n'y a pas d'actions de prévention des risques et de planification : l'adaptation à base communautaire, la sécurisation des ressources en eau, les systèmes d'alerte précoce, les greniers à grains qui résistent aux intempéries, des pratiques agricoles plus adaptées. Il sait aussi que moins les pays pollueurs réduiront leurs émissions de gaz à effet de serre, plus ce prix sera élevé pour les plus pauvres et vulnérables comme le Niger. En l'absence de politiques d'adaptation ambitieuses, les pays et les communautés subiront des pertes et dommages économiques et humains irréversibles. Pourtant, malgré l'urgence, l'adaptation ne représente que 16% des financements climat déboursés par les bailleurs internationaux et reste marginale dans l'Aide Publique au Développement.

Dans ce contexte, l'accord de Paris doit impérativement permettre de répondre – enfin – aux besoins d'adaptation des pays les plus vulnérables et les plus pauvres et ainsi garantir leur accès à un développement résilient. La solution ? Faire de l'adaptation un pilier de l'accord de Paris et accompagner financièrement les pays en développement, en particulier les moins avancés.

CONTACT : +227 96 57 55 77 / MOCTABID@YAHOO.FR



Is Deen Akambi, EcoBénin

« Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique permettent de lutter contre les changements climatiques et la pauvreté. C'est une priorité pour l'Afrique, ce doit être une priorité de l'accord de Paris. »

L'Afrique fait face à trois crises indissociables qui accentuent la pauvreté : une crise énergétique, une crise de la déforestation et une crise climatique. Is Deen Akambi travaille pour l'association Eco-Bénin. Depuis son enfance, il voit que la principale source d'énergie utilisée est le bois de feu, et que c'est là une des raisons de la disparition de la forêt. Il voit que les femmes et les enfants souffrent de problèmes respiratoires liés à la fumée toxique du bois de feu. Il voit que son pays, comme les autres pays d'Afrique, est aussi très dépendant aux énergies fossiles, alors même qu'elles sont nocives et coûteuses et bénéficient majoritairement aux plus riches et aux multinationales. Il sait que 2 africains sur 3 – 620 millions de personnes – n'ont pas accès à l'électricité et qu'au rythme actuel tous les Africains n'auront accès à l'électricité qu'en 2080 et à des moyens de cuisson non polluants d'ici la moitié du XXI^e siècle seulement. Heureusement, Is Deen sait aussi qu'il existe des alternatives et l'Afrique a un énorme potentiel énergétique renouvelable. Son association œuvre pour l'installation de foyers améliorés qui permettent de consommer moins de bois. L'association réfléchit également aux moyens de proposer des pompes à eau solaires aux agriculteurs. Cela permettra de consommer moins d'essence, d'améliorer les pratiques agricoles, de créer plus de ressources locales et de lutter contre la pauvreté. Mais pour aller plus loin en matière d'économies d'énergie et généraliser l'utilisation des énergies renouvelables, les investissements et la planification manquent à l'appel.

L'accord de Paris peut et doit permettre à l'Afrique d'exploiter ce potentiel, de sortir de sa dépendance aux énergies fossiles et d'investir dans les technologies et les infrastructures renouvelables et d'efficacité énergétique. A condition que l'accord de Paris fasse de l'accès aux services énergétiques durables, fiables et sobres en carbone une priorité, y compris en Afrique.

CONTACT : +229 96 12 66 67/ ISDEEN55@YAHOO.FR



Maiga Mouhamadou Farka, Amade Pelcode Mali

« Sans financements climat publics, prévisibles et additionnels, les pays les plus pauvres ne pourront pas s'adapter et les conséquences seront inimaginables »

Pour permettre au continent d'enclencher les transformations nécessaires face aux crises climatique et énergétique, l'Afrique va devoir investir massivement. Mouhamadou Maiga Farka travaille à l'association Amade Pelcode, au Mali. Son travail l'a amené à prendre conscience des financements considérables qui sont nécessaires pour permettre aux communautés d'installer des panneaux solaires pour électrifier les dispensaires et réfrigérer les vaccins ; d'acheter des pompes solaires pour les agriculteurs ; d'installer des systèmes de stockage des récoltes face aux intempéries ou encore d'améliorer l'accès à l'eau potable dans un contexte de renforcement des sécheresses. C'est pour toutes ces raisons qu'il participe aux négociations internationales depuis plusieurs années : il veut s'assurer que les financements promis arriveront à destination et correspondront bien aux besoins des populations. Il s'inquiète de voir que les financements publics pour le climat, notamment ceux destinés aux pays africains et à l'adaptation aux impacts des changements climatiques, continuent de manquer cruellement. Il sait que ce ne sont pas les belles promesses des pays développés qui vont combler des besoins financiers qui ne cessent d'augmenter.

Pour Maiga, l'accord mondial à Paris n'aura pas de sens s'il ne répond pas aux besoins et urgences des pays les plus affectés. Dans ce contexte, l'accord de Paris doit impérativement trouver une solution financière adaptée, publique, et à la mesure des besoins, pour aider les pays les plus démunis et les plus vulnérables à faire face aux changements climatiques.

CONTACT : +223 76 46 33 36 / MOUHAMADOUMAIGA@GMAIL.COM



Joseph Kogbe, coordonnateur du RC&D, Togo

« Le Réseau Climat & Développement représente la société civile africaine francophone dans sa diversité. Il est présent à la COP21 pour faire entendre la voix des sans voix »

Joseph Kogbe est le coordonnateur du Réseau Climat & Développement. Il est basé à l'ONG OPED, au Togo. Pour Joseph, le RC&D tire sa force et sa légitimité de ses experts de terrain, qui font un travail quotidien dans les pays pour sensibiliser et former les populations locales et les décideurs, monter des projets d'alternatives en matière d'adaptation, de développement des énergies renouvelables et d'efficacité énergétique et pour intégrer les enjeux climatiques dans les politiques nationales et locales. C'est ce lien très fort avec les réalités du terrain qui permet d'enrichir et de légitimer tout le plaidoyer du RC&D dans les instances nationales et internationales. Depuis 2007, le RC&D permet à près de 80 ONG de porter, ensemble et dans toute leur diversité, les priorités et les recommandations de la société civile africaine francophone. Lutter ensemble pour la justice climatique, diffuser des alternatives concrètes pour un développement durable pour tous, proposer des recommandations politiques, renforcer la voix de la société civile africaine dans les instances politiques à tous les niveaux et dans les médias : voilà, pour Joseph et les associations membres qu'il coordonne, les missions essentielles du Réseau Climat & Développement et sa force.

CONTACT : + 228 90 38 62 04 / JOSEPHKOGBE@YAHOO.FR



Aïssatou Diouf, chargée de communication et de plaidoyer climat, ENDA Energie, Sénégal

« Les propositions des pays africains doivent être plus entendues dans les négociations internationales. C'est une question de justice climatique »

Aïssatou est chargée de communication et de plaidoyer climat à ENDA Energie, ONG basée au Sénégal et qui copilote le RC&D avec le Réseau Action Climat-France. Elle coordonne également les activités de communication et de plaidoyer du RC&D, pour que la voix de l'Afrique et des communautés les plus affectées face aux changements climatiques soit mieux entendue, au sein des négociations internationales sur les changements climatiques. Aïssatou sait que l'Afrique a souvent du mal à faire entendre sa voix dans les négociations internationales sur le climat – elle ne pèse pas suffisamment lourd dans l'économie mondiale et représente une faible part des émissions de gaz à effet de serre. Depuis quelques années cependant, même si le déséquilibre reste encore fort, le Groupe Afrique a pris plus d'ampleur dans les négociations internationales et les pays francophones sont également plus visibles et plus forts. Aïssatou sait aussi que c'est en grande partie grâce au travail du Réseau Climat & Développement que les voix africaines sont montées en puissance dans les négociations. Pour Aïssatou, l'Accord de Paris doit servir de levier, pour un monde plus juste, plus équitable et plus solidaire.

CONTACT : + 221 77 71 64 672 / AISSATOU.ENDA@GMAIL.COM

Seront également présents à la COP21 pour le RC&D



Yaogan Amédodji Akpadja,
MVD, Togo
ongmvd@yahoo.fr



Ahmed Sekou Diallo,
AFAD, Mali
sahmediallo@gmail.com



Mawusé Hountondji,
JVE Bénin
mawuseh@gmail.com



Sani Ayoub,
JVE Niger
saniayoub@yahoo.fr



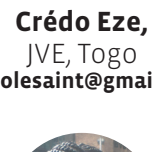
Ahmed Ali Dimbio,
EVA, Djibouti
mani8248@yahoo.fr



**Stéfany Minette
Jiazet Noumey,**
Horizon Vert, Cameroun
stef.noum@yahoo.fr



Jeanne Azama,
AFHON Togo
jany.afhon@gmail.com



Krystel Dossou,
OFEDI, Bénin
krystod7@yahoo.fr



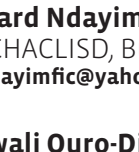
Nadine Kampibare,
AVOCHACLISD, Burundi
atthefightagainstclimatechange@
yahoo.fr



Aubin Charles Baïmey,
JVE Côte d'Ivoire
charlesbaïmey@yahoo.fr



Reine Fadonougbo,
AFHON Côte d'Ivoire
reine.afhon@gmail.com



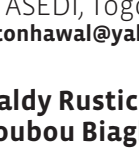
Mama Koite épouse Doumbia,
MUSONET, Mali
dmamakoite@gmail.com



Paul Banka,
AFHON Togo
banka.afhon@gmail.com



Ficard Ndayimirje,
AVOCHACLISD, Burundi
ndayimfic@yahoo.fr



Awali Ouro-Djeri,
ASEDI, Togo
tontonhawal@yahoo.fr



Colette Benoudji,
LEAD Tcha
colette_issa@yahoo.fr



**Daldy Rustichel
Youbou Biagha,**
ACDA, Congo
info.acda2008@gmail.com



Maman Zakara,
Mali-Folkecenter, Mali
m.zakara@hotmail.com



Christian Hounkannou,
JVE Bénin
hounchrist@gmail.com

Retrouvez le Réseau Climat & Développement pendant la COP21

Dans le centre de conférences – « zone bleue »

LE 2 DÉCEMBRE, DE 9H À 12H

Intervention du RC&D au **Forum de la société civile francophone : Des initiatives à la base face aux changements climatiques**

Où ? Pavillon de l'Institut de la Francophonie pour le Développement Durable (IFDD), zone bleue

PENDANT TOUTE LA COP21

Au Pavillon de l'IFDD, en zone bleue

TOUS LES JOURS, DANS LES COULOIRS DU CENTRE DE CONFÉRENCES !

Dans l'espace « Générations climat »

LE 5 DÉCEMBRE, DE 13H15 À 14H45

Conférence organisée par le RC&D et HELIO International :
Quelles politiques énergétiques pour l'Afrique dans un contexte post-2015 ?

Où ? Espace Générations climat, salle 10

LE 7 DÉCEMBRE, DE 11H00 À 12H30

Matinale Genre et climat

Organisée par Care - Enda Europe - Adéquations
Où ? Stand Coordination SUD – Espace Générations Climat

LE 10 DÉCEMBRE, DE 17H00 À 18H30

Conférence organisée par le RC&D, CIEL et CARE :
Lutter pour la justice climatique : solutions concrètes pour intégrer les droits humains dans les actions climatiques

Où ? Espace Générations climat, salle 1

Au Village mondial des initiatives

LES 5 & 6 DÉCEMBRE

A Montreuil, dans le quartier «Droit, solidarité internationale et migrations»
Le RC&D tiendra un stand dans lequel plusieurs associations membres africaines présenteront les alternatives qu'elles développent sur le terrain.

Qui sommes-nous ?

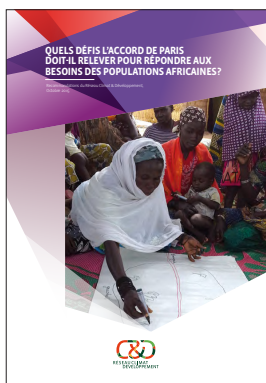
Le Réseau Climat & Développement (RC&D) réunit les ONG francophones, majoritairement africaines, travaillant sur un développement local et/ou national à l'épreuve des changements climatiques. Créé en 2007 et coordonné par le Réseau Action Climat-France (RAC-France) et ENDA Energie au Sénégal, le RC&D rassemble aujourd'hui près de 70 ONG de terrain et de plaidoyer, dans 21 pays d'Afrique et en France.

En s'appuyant sur la diversité de ses membres - porteurs de projets sur le terrain ou experts des négociations internationales - le RC&D fait la promotion des modes de développement qui tiennent compte des contraintes climatiques et énergétiques. Les membres mettent en œuvre des projets innovants et intégrés au niveau local, ou alors sensibilisent les populations et décideurs nationaux et internationaux à la nouvelle donne énergétique et climatique. Le RC&D travaille aussi pour renforcer la voix de la société civile africaine dans les enceintes politiques nationales, régionales et internationales, via des ateliers de renforcement de capacité et d'échanges et des notes de décryptage et de position communes. Le RC&D s'est particulièrement investi en 2015 pour traduire les priorités de la société civile africaine en recommandations politiques pour la COP21. Il travaille en étroite collaboration avec les membres de la Commission Climat & Développement de Coordination Sud.

Site Internet : <http://climatdeveloppement.org/>

Retrouvez-nous également sur Facebook : <https://fr-fr.facebook.com/ReseauClimatDeveloppement/>
et Twitter : @Climatdev

Les dernières publications du Réseau Climat & Développement



Quels défis l'accord de Paris doit-il relever pour répondre aux besoins des populations africaines ?

L'Afrique est le continent le plus affecté par la crise climatique. Face à cette situation, le RC&D appelle à un accord de Paris qui :

- Protège et renforce les droits humains et l'égalité des genres
- Finance la lutte contre les changements climatiques dans les pays les plus pauvres et les plus vulnérables
- Investisse massivement dans l'accès aux services énergétiques durables pour tous
- Permette aux populations les plus vulnérables de faire face aux impacts des changements climatiques
- Préserve la sécurité alimentaire et le climat en investissant massivement dans l'agriculture familiale et agro-écologique.

Retrouvez l'analyse des principaux enjeux climatiques pour la société civile africaine ainsi que les priorités et propositions du Réseau Climat & Développement pour la COP21.

Les recommandations du Réseau Climat & Développement pour la COP21



Suite à son 8ème atelier qui s'est tenu à Paris du 14 au 18 avril 2015 et dans la perspective de la COP21, le RC&D a adopté la Déclaration de Paris, qui vise à faire entendre ses propositions auprès des bailleurs, des Etats et des négociateurs pour permettre et garantir un développement sobre en carbone et résilient face aux changements climatiques en Afrique.

